

LE PETIT-QUEVILLY. La mise en vente par Areva du pôle Transmission et distribution, inquiète les syndicats. La direction nationale se veut rassurante.

Remous autour d'une revente

L'annonce de la mise en vente par Areva de ses pôles Transmission et distribution (T & D, environ 40 % du chiffre d'affaires du groupe nucléaire français), mardi, n'aura été qu'une demi-surprise pour les syndicats. Au Petit-Quevilly, où est installé l'un des centres T & D (500 salariés et quelque 50 intérimaires pour 110 millions d'euros de chiffre d'affaires en 2008), la nouvelle a déclenché une grève d'une journée, mardi, au sein de l'usine de fabrication de transformateurs industriels.

Un mouvement peu mobilisateur avec une centaine de grévistes comptabilisés in fine. « Il n'y a pas encore de réelle prise de conscience de ce que cela implique,

analyse Alain Nagel, secrétaire du syndicat CGT et secrétaire au Comité central d'entreprise. *La période estivale n'est pas propice à la mobilisation. Mais dès septem-*



Le site quevillais fait partie des pôles qui peuvent être revendus

bre, cela devrait bouger un peu plus. »

Pour eux, la stratégie de recapitalisation d'Areva impliquant la vente des pôles T & D (5 500 salariés en France) est une erreur qui risque de coûter cher. D'un point de vue économique. Et d'un point de vue humain. Alain Nagel : « Nous y sommes complètement opposés. Un investisseur qui va déboursier quatre ou cinq milliards d'euros va vouloir un retour sur investissement rapide et cela va passer par des licenciements. Et, pour Areva, si on retire ces pôles, l'entreprise va perdre son activité la plus rentable. » Reçus en préfecture – l'Etat contrôle près de 90 % de l'entreprise – les salariés souhaitent maintenant être enten-

dus par les élus locaux, et être soutenus.

Du côté d'Areva, la direction nationale marche sur des œufs. Oui, la mise en vente est officielle – « et c'est loin d'être une surprise ». Non, il n'est pas question de céder cette activité de poids dans n'importe quelles conditions : « Il y aura un appel d'offres et les projets industriels et sociaux seront étudiés de prêt. Il n'est d'ailleurs pas question de démantèlement et nous nous réservons le droit de ne pas vendre si les projets proposés ne nous convenaient pas. » L'appel d'offres devrait être lancé à la fin de l'été. La vente pourrait avoir lieu d'ici la fin de l'année.